

Les visages du sans-abrisme

Écrit par [Priscilia Chacón](#) mardi, 19 avril 2022 15:31

- Publié dans [A la une](#)



Ce couple a préféré dormir dehors plutôt que d'être séparé dans un hébergement d'urgence.

Début avril, la fermeture saisonnière de la plupart des lieux d'hébergement d'urgence renvoyait 200 personnes dans la rue à Genève. Sous la neige. Qui sont ces sans-abri? Comment vivent-ils? Reportage au bout du lac qui concentre le plus grand nombre de personnes sans toit en Suisse.

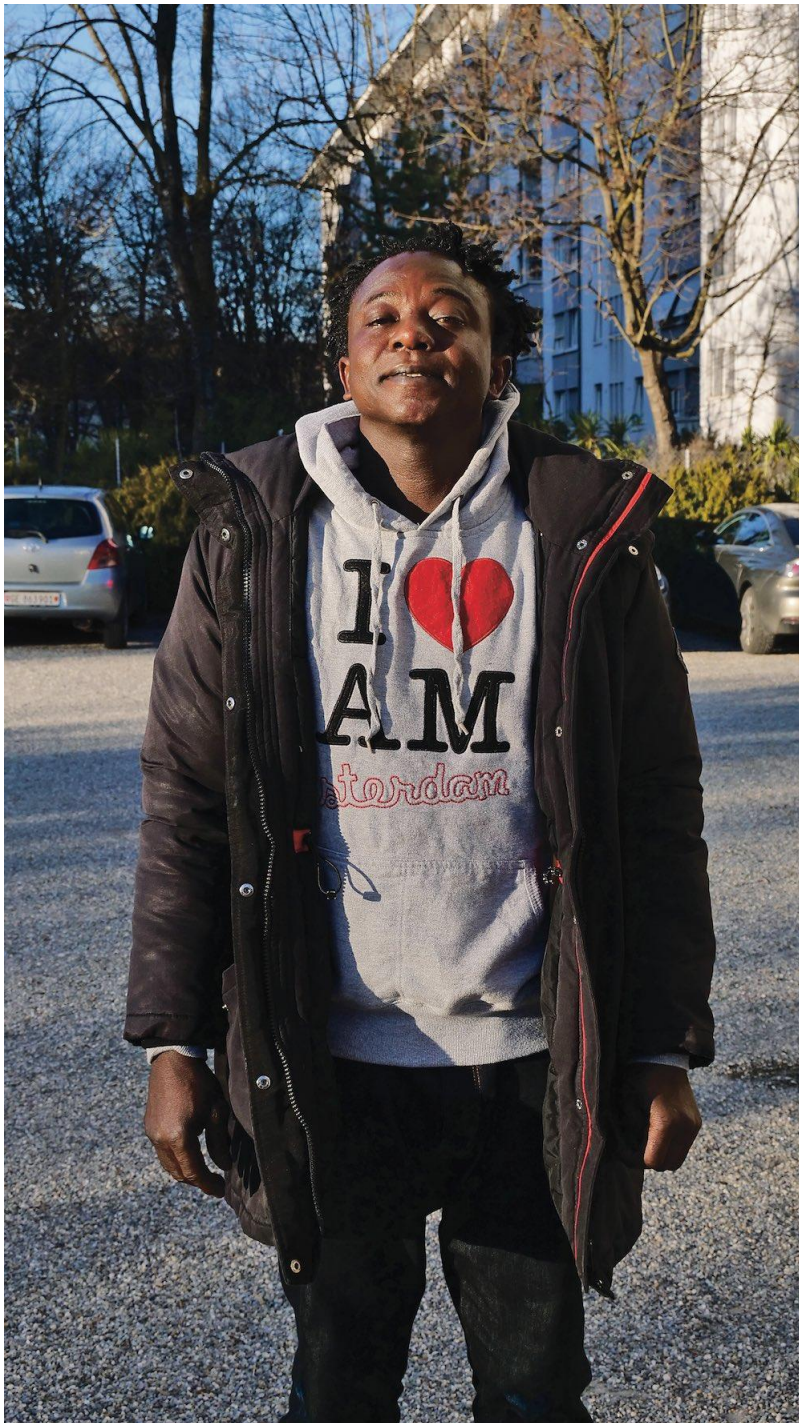
Un début d'après-midi comme les autres dans le hall principal de l'Université de Genève occupé par le va-et-vient des étudiants. En chemise et veston, Thierry nous accueille chaleureusement dans ce qu'il aime appeler sa maison. Le quinquagénaire nous conduit dans les étages. Nous nous installons dans une salle de cours vide.

L'homme n'est ni étudiant ni professeur. Il fréquente pourtant le bâtiment de 9h à 21h presque quotidiennement depuis 2015: «Je m'installe à une table et m'occupe de mes consultations juridiques: je rédige des recours et des lettres et je relis des travaux», explique ce diplômé en relations internationales de l'Université de Yaoundé, au Cameroun. Le soir, il retrouve son lit à l'hébergement d'urgence de Frank-Thomas, aux Eaux-Vives, où il loge depuis environ huit mois.

Depuis mars 2020, cet espace aménagé par la Ville de Genève permet d'héberger 125 personnes pour la nuit. Un repas du soir, un déjeuner, des douches et une bagagerie y sont disponibles. «L'accueil est bon, je ne me plains pas. Pour l'instant, je peux y rester pour une durée indéterminée», déclare le Camerounais. Mais les bâtiments de Frank-Thomas doivent être libérés d'ici septembre. «Des solutions de remplacement sont sur le point d'être finalisées», assure Christina Kitsos, conseillère administrative en charge de la cohésion sociale. Ce centre d'hébergement est l'un des rares lieux ouverts toute l'année (lire encadré).



DESCENTE AUX ENFERS



Thierry n'a pas toujours bénéficié d'un toit pour la nuit. «En 2013, j'ai commencé à séjourner de temps en temps dans les abris de la protection civile. Il m'arrivait de dormir dehors avec un sac de couchage et des couvertures pendant des semaines, voire des mois, à la gare ou à l'aéroport», se souvient-il avec une certaine gêne. Il entre ainsi dans «un cycle», changeant régulièrement d'endroit; il dort également à l'Armée du salut ou chez des amis.

Un scénario que Thierry était loin d'imaginer en 2005, quand il était admis à l'Institut des hautes études internationales et du développement dans le cadre d'un doctorat, raison de sa venue en Suisse. Sans bourse, l'étudiant travaille ensuite dans la restauration et l'hôtellerie pour payer sa chambre. Thierry explique soutenir sa thèse en 2011. Mais en 2012, «j'ai perdu

mon titre de séjour qui était lié à mes études et la possibilité de travailler légalement», lâche-t-il après un moment de flottement. «C'est alors qu'a commencé ma descente aux enfers.»

«Les consultations juridiques me permettent de gagner un minimum d'argent et d'en envoyer à mon fils au Cameroun.» Songe-t-il à l'y rejoindre? «C'est difficile actuellement à cause de mes prises de position critiques envers le gouvernement en place», répond-il.

TOUCHÉ PAR LE RACISME

Thierry a participé en 2020 à une étude qui met en avant les profils des sans-abri en Suisse (lire encadré). Lui a pour le moment un lieu où passer la nuit. A 500 mètres de l'université, d'autres dorment sur des matelas, en pleine rue passante, sous le porche d'un immeuble.

Il est 20h30. Eric Roset pousse son vélo dans leur direction. Sur son porte-bagages, un thermos de thé chaud à leur offrir. En chemin, le photographe genevois s'arrête pour échanger quelques mots avec des roms assis sur les bancs à l'arrêt du tram. Il leur donne deux tentes achetées grâce aux dons faits à Mesemrom, association qui soutient cette communauté, dont il est membre depuis sa création en 2007.

«Ma femme est d'origine roumaine. Je suis entré en contact avec des roms pour la première fois lors d'un voyage en Roumanie en 1998. J'ai été touché par le racisme à leur égard. J'ai commencé à les prendre en photo pour témoigner, mais c'était aussi un prétexte pour les rencontrer.» Le photographe salue Nicolae, 28 ans, assis sur un matelas posé sur le sol à côté d'une dizaine d'adultes. Il fait 5°C. Sa compagne, emmitouflée dans une couverture, cherche le repos. «Elle en a marre, elle veut rentrer», explique Alina, la femme d'Eric, venue pour traduire les propos de Nicolae, arrivé à Genève il y a deux mois.

Ce rom n'a pas trouvé de place dans un hébergement d'urgence où sa compagne et lui ne seraient pas séparés. «Ils sont perdus ici, ils ont besoin d'être ensemble», précise Alina. «C'est difficile de dormir avec le froid, le bruit et les contrôles de police en pleine nuit. Une fois, quelqu'un m'a réveillé en m'agressant avec du spray», rapporte Nicolae. La journée, il cache ses affaires et mendie. «On n'a pas le choix! On n'arrive pas à subvenir à nos besoins dans notre pays», s'exclame-t-il.



DURÉE LIMITÉE

«Je cherche un emploi. Je suis prêt à aller n'importe où!»

Avant d'arriver en Suisse, Nicolae a travaillé comme maraîcher en Pologne et en Allemagne. Mais cette activité n'était plus rentable. «Je cherche un emploi. Je suis prêt à aller n'importe où!» Arrive un rom plus âgé. «Il a pu être logé un mois à l'hôtel grâce au Collectif d'associations pour l'urgence sociale (CausE). Maintenant, il doit de nouveau dormir dehors», explique Alina. «Hormis pour une quarantaine de personnes particulièrement fragiles, la durée des séjours en hébergement d'urgence est limitée à quelques semaines ou mois», rappelle Alain Bolle, directeur du Centre social protestant de Genève et membre du comité du CausE. Dans de telles conditions, pas de quoi redouter un appel d'air si l'on augmente le nombre de places, selon lui.

Et même s'il y a des lits, tout le monde n'est pas prêt à dormir dans n'importe quelle structure. C'est le cas de Moussa, 42 ans, rencontré à l'église de Montbrillant, proche de la gare, où il participe aux activités de la Pastorale des milieux ouverts de l'Eglise catholique de Genève. Depuis qu'il est arrivé en Suisse en 2015, ce Burkinabé sans titre de séjour ne s'est jamais rendu dans des hébergements sociaux: «Je ne suis pas à l'aise de dormir avec des personnes que je ne connais pas. Actuellement, je suis chez des amis. Avant cela, j'ai dormi dans un squat, puis dans des villas abandonnées en France voisine. L'entreprise de construction nous a laissé les occuper avant le début des travaux», se rappelle-t-il.

Moussa dit faire des démarches avec des assistants sociaux pour trouver un logement. «Je n'ai jamais touché d'aide sociale et si j'y avais accès, je la refuserais. Parce que je suis capable de

travailler. Cela ne me motive pas de recevoir de l'argent sans rien faire. Je fais aussi des petits boulots comme des déménagements.»



SUIVI INDIVIDUEL

«Pour lutter contre le sans-abrisme en profondeur, il faudrait un suivi au cas par cas qui prenne en compte la spécificité des parcours», estime Thierry, le diplômé en relations internationales sans-abri. «Certains SDF sont dans cette situation depuis 25 ans! On les connaît. On pourrait leur octroyer une petite aide financière ou un titre de séjour», suggère-t-il.

La Ville de Genève répond travailler dans ce sens à Frank-Thomas, qui accueille notamment des personnes âgées en grande précarité: «Elles bénéficient d'un suivi individuel et d'un accompagnement social qui vise, entre autres, à permettre à ceux qui sont éligibles à des droits sociaux d'avoir accès à des aides», explique Christina Kitsos. La conseillère administrative rappelle que, selon une étude qu'elle a demandée à l'Université de Genève, 13,1% des usagers des hébergements d'urgence ont un statut de résidence en Suisse. «Ils devraient bénéficier d'un suivi individuel de l'Hospice général et non se retrouver dans nos dispositifs d'urgence. Derrière chaque personne, il y a un drame personnel, mais aussi une faillite des politiques publiques pour prévenir ces situations.»

Le CausE met aussi en place un suivi socio-sanitaire dans ses structures. «On ne peut pas réduire la lutte contre le sans-abrisme à une offre d'hébergement. Un accompagnement sur mesure a un coût, mais cette prise en charge a un effet positif sur des interventions de la police ou sur le volet sanitaire urgent.» Les statistiques du CausE montre que 25% des personnes qui ont été accompagnées sortent du dispositif avec une solution de logement ou retrouvent des droits grâce à cet accompagnement.



DÉCROCHER LE GRAAL



Les possibilités de s'en sortir seul existent pour ceux qui disposent de papiers européens. Nous retrouvons Ahmadou, 57 ans, au temple de la Servette où il a travaillé comme concierge: «Il faut essayer de comprendre les parcours des sans-abri: certains ont été violentés ou exploités. Ils ont traversé la Méditerranée sur une pirogue où seuls 50 des 200 passagers sont arrivés à destination. Croyez-vous que le fait de dormir dehors va les pousser à rentrer chez eux?».

Avant de naviguer entre abris PC, squats, parcs publics et chambres d'amis, ce Sénégalais a eu la chance de venir en Europe en avion avec un visa et de travailler en Italie, où il a obtenu la nationalité, avant de venir en Suisse. «Je ne m'attendais pas à la galère que j'ai vécue dans ce pays.» Il y a fait du bénévolat et vécu de petits boulots jusqu'au jour où, au bout de cinq

ans, il a décroché le Graal: un contrat de travail comme concierge grâce auquel il a pu obtenir le permis B et se payer un studio. «C'est la main de Dieu qui m'a tiré de là.»

Croyant lui aussi, Thierry s'appuie sur sa routine pour tenir. Et sur Dieu. Après neuf ans sans toit, sortira-t-il de l'urgence pour de bon? «Ma foi m'aide à relativiser ma situation. Il y a toujours de l'espoir.»

Fermetures de printemps

Fin mars, la Ville de Genève et différentes associations ont tiré la sonnette d'alarme: 200 personnes étaient sur le point de retourner dormir dans la rue suite à la fermeture du dispositif d'hébergement d'urgence hivernal. En cause? Un manque de financement et un fonctionnement basé sur une «politique du thermomètre», avec au départ un logement en abris PC de novembre à mars et un dispositif grand froid lorsque les températures en journée sont équivalentes ou inférieures à zéro et qu'elles restent négatives plusieurs nuits.

Depuis 2018, d'autres types d'accueil se sont progressivement substitués aux places en sous-sol: on compte notamment un hébergement d'urgence de la Ville, un foyer de l'Armée du salut et des places dans des hôtels organisées par le CausE soutenu par les collectivités publiques et des privés. Pas assez toutefois pour héberger les 730 sans-abri de Genève recensés par une étude de l'Université de Genève en septembre.

PASSER À LA CAISSE

Or la Loi sur l'aide aux personnes sans abri (IAPSA), adoptée par le Grand Conseil genevois en septembre, donne le droit à tout sans-abri de bénéficier de la couverture de ses besoins vitaux. Et contraint toutes les communes à y participer financièrement. Au terme de longues négociations menées par la Ville (qui finance l'hébergement d'urgence avec 15,6 millions cette année), les 44 communes genevoises se sont résolues à y contribuer à hauteur de 6,2 millions de francs, ce qui devrait permettre de rouvrir les 200 places fermées en avril jusqu'à la fin de l'année. Portant provisoirement à 500 le nombre de lits disponibles.

PrC

Des profils variés

Entre décembre 2020 et février 2022, la Haute école de travail social de la Suisse du Nord-Ouest a interrogé 1182 personnes séjournant dans des hébergements d'urgence et des centres de jour pour sans-abri ainsi que dans les rues des huit plus grandes villes de Suisse. Résultat? Leur âge moyen est de 40 ans et il apparaît que 83% des SDF sont des hommes. Les quatre cinquièmes n'ont pas la nationalité suisse et 61% des 543 personnes interrogées vivant dans la rue n'ont pas de permis de séjour, un

document nettement moins accessible en Suisse que chez les voisins européens.

SANS ABRI NI PAPIERS

D'où viennent les personnes sans permis de séjour? D'abord de Roumanie (22,6%), puis d'Afrique (Nigeria, Algérie, Maroc) et de France. Cela explique sans doute une plus forte présence de sans-abri sans papiers à Genève (224) et Lausanne (122) qu'à Zurich (64) et Berne (38). Ces personnes peinent à accéder aux aides sociales et ne sont de fait pas intégrées au marché de l'emploi: elles travaillent au noir ou vivent de la mendicité. Parmi les causes du sans-abrisme, l'étude relève la pauvreté, la migration, un niveau d'éducation bas, des problèmes financiers, la perte d'un emploi, la résiliation d'un contrat de location ou encore un divorce; les problèmes de santé, les soins médicaux et la toxicomanie sont un facteur important, mais pas dominant.

Dans une autre étude, mandatée par la Confédération, publiée en février et menée auprès de 22 cantons et 616 communes, les cantons reconnaissent que «la prévention et la lutte contre le sansabrisme relèvent, sur le fond, de la responsabilité de l'Etat». Dans les faits, le soutien passe avant tout par l'aide sociale et des services d'urgence. Si les sans-abri n'y ont pas recours ou ne peuvent y accéder, il est difficile, si ce n'est impossible, de les aider.

Michel Rey/PrC